

GESTES DE PRÉCAUTION :
PLUS DE BISES,
PLUS DE POÏGNÉES DE MAIN...

**SALUONS-NOUS
LE POING LEVÉ !**



Union
syndicale
Solidaires
AuVERGNE

BULLETIN CONFINÉ SOLIDAIRES AuVERGNE N°1 MARS 2020

Le confinement lié à la crise sanitaire nous donne l'occasion de mettre par écrit notre activité interprofessionnelle de la période. Plus qu'un tract c'est un bulletin syndical que nous pouvons essayer de faire vivre avec les informations des syndicats de notre union SOLIDAIRES et cela sans présager de sa périodicité.

PENDANT LA PANDÉMIE LE SYNDICALISME CONTINUE



Dans la situation actuelle et vu l'état des services de santé français, les mesures prises pour limiter l'épidémie de Covid-19 sont devenues indispensables. Limiter drastiquement nos déplacements et nos interactions sociales est vital pour ralentir

la progression du virus, pour éviter la saturation des structures de soin, et pour limiter l'exposition des personnes les plus vulnérables. Mais le soin n'est pas la guerre et la posture du président transformé en chef des armées est aussi éculée qu'elle peut s'avérer préjudiciable à la vie démocratique. S'il s'agit d'une mobilisation générale, ce sont bien les valeurs de solidarité et d'égalité qui doivent nous guider. Alors que l'imaginaire guerrier porte en germe le nationalisme, la crise sanitaire que nous traversons nous appelle au contraire à une solidarité internationale et une coordination entre les différents pays.



La situation est inédite mais pour autant les discours culpabilisant une « *population irresponsable* » n'ont pas de fondement si ce n'est de cacher une communication du gouvernement pour le moins confuse et contradictoire. La palme du ridicule peut être attribuée à JM Blanquer le ministre de l'Éducation nationale qui jeudi 12 mars au matin affirmait que les établissements scolaires ne fermeraient pas quand le président annonçait

le contraire le soir même. Le même Blanquer n'hésitait pas dès le lendemain à dire que tout était prêt pour l'enseignement à distance alors que depuis le 12 mars les enseignant·e·s font comme ils peuvent en slalomant entre les injonctions contradictoires des hiérarchies et les initiatives plus ou moins fondées de recteurs plus ou moins présents. Situation anxiogène pour les élèves, les parent·e·s et les enseignant·e·s.

LA DÉFENSE DES REVENDICATIONS AUSSI !

A ce titre la suspension de l'application de la réforme de l'assurance chômage et celle de la contre réforme des retraites ne suffit pas, nous continuons et continuerons d'en exiger la suppression définitive.

ILS ONT CASSÉ L'HÔPITAL PUBLIC

Au-delà des conséquences sanitaires, l'épidémie de Coronavirus met en lumière à quel point notre système de santé a été fragilisé par les politiques d'austérité imposées par les gouvernements successifs. Depuis des mois, voire des années, Solidaires et SUD Santé/Sociaux se sont associés à des démarches intersyndicales pour déplorer la situation désastreuse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'hôpital public (effectifs médicaux et paramédicaux insuffisants, personnel épuisé par ces sous-effectifs, manque de lits pour accueillir les patient·e·s, manque de matériel médical).

Année après année, les programmes de recherche scientifique, y compris ceux sur les virus ont connu des coupes sombres. Le monde de la recherche est unanime pour dire que la recherche fondamentale en France est

aujourd'hui à l'abandon. De même, les fermetures d'unités de production et les délocalisations dans l'industrie pharmaceutique peuvent aujourd'hui conduire à des pénuries de médicaments...

Il faut ajouter à cela toutes les mesures contre la médecine scolaire, contre la santé au travail, la suppression des CHSCT...

Et à l'heure où nous écrivons, les personnels hospitaliers manquent toujours de protection essentielle, alors de nombreux tutoriels apparaissent sur les réseaux sociaux pour fabriquer soi-même son masque avec du tissu, à la maison !! On aimerait pouvoir en rire, tout comme du surgissement des flacons de gel désinfectant dans les bureaux de vote quand même les personnels soignants en manquent.



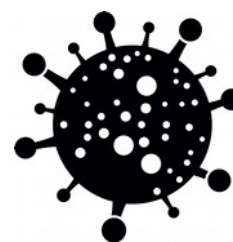
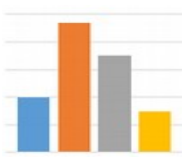
Sur tous les plateaux télé nous pouvons voir des médecins, des épidémiologistes, des infirmières, toutes et tous, en préambule à leurs consignes sanitaires, accusent la casse du service de santé en œuvre depuis des décennies : le lit n'est plus, soit-disant, une installation sanitaire mais un coût. Et il faut être Martin Hirsch (Directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, ancien secrétaire d'Etat) pour oser traiter de « *scrogneugneu* » les médecins et infirmières qui ont dénoncé l'agonie matérielle de l'hôpital (présidée par lui), alors même qu'il demande aux personnels retraités de venir reprendre le collier aux urgences, c'est-à-dire de rejoindre leurs collègues peut-être tous déjà contaminé·e·s.

Pour faire face à cette crise ou à une prochaine crise de ce type il faut **remettre en place un**

système public de santé efficient. Il faut répondre aux revendications immédiates des salarié·e·s du secteur hospitalier. Il faut annuler les dettes des hôpitaux accumulées par 10 ans de politiques néo-libérales (8 à 10 milliards d'euros). Il faut en toute première chose imposer l'idée que **la santé n'est pas une marchandise et que l'hôpital n'est pas une entreprise.**

Pour appuyer l'effort immédiat contre la pandémie il faut, comme le revendiquent les camarades de SUD Santé/sociaux, une imposition extraordinaire sur les bénéficiaires des entreprises du CAC40 et sur les revenus supérieurs à 150 000 € annuels. Ajoutons que le rétablissement immédiat de l'ISF serait une aide précieuse et justifiée.

Des graphiques (de novembre déjà) éclairants sur la situation de l'hôpital avant la pandémie à voir [ici](#).



En réalité, une pandémie du format de celle d'aujourd'hui est le test fatal pour toute la logique du néolibéralisme. Elle met à l'arrêt ce que ce capitalisme demande de garder constamment en mouvement frénétique. Elle rappelle surtout cette évidence qu'une société étant une entité collective, elle ne fonctionne pas sans des constructions collectives — on appelle ça usuellement des services publics. La mise à mort du service public, [entreprise poursuivie avec acharnement](#) par tous les libéraux qui se sont continûment succédés au pouvoir depuis trente ans, mais portée à des degrés inouïs par la clique Macron-Buzyn-Blanquer-Pénicaud et tous leurs misérables managers, n'est pas qu'une mise à mort institutionnelle quand il s'agit du service public de la santé — où les mots retrouvent leur sens propre avec la dernière brutalité. En décembre 2019, une [banderole d'hospitaliers manifestants](#) disait : « L'État compte les sous, on va compter les morts ». Nous y sommes.

Frédéric Lordon *Les connards qui nous gouvernent* La pompe à phynance 19 mars 2020.



CONTRADICTION À TOUS LES ÉTAGES

Dans le même discours le président de la république n'hésite pas à nous appeler à « *retrouver aussi ce sens de l'essentiel* » tout en nous exhortant à faire fonctionner l'économie du pays. Pour nous l'essentiel n'est pas l'enrichissement de quelques-un·e·s, c'est la santé de toutes et tous. A l'heure où nous écrivons, nous constatons que cette contradiction habite tous les discours des responsables politiques. On ferme les magasins mais Amazon peut se goinfrer de parts de marchés. On ferme les écoles mais quelques recteurs et inspecteurs demandent aux enseignant·e·s de rencontrer des familles. On dit et on répète « *restez chez vous* » mais Pénicaud, la ministre du travail donne l'ordre aux services de l'inspection du travail de ne pas étudier les demandes de mise en chômage partiel concernant les entreprises du bâtiment et des travaux publics afin que le travail continue sur les chantiers.

Le BTP c'est 88 531 accidents du travail en 2019 : comment feront les salarié·e·s de ce secteur en cas d'accident ? Ils et elles iront à l'hôpital, déjà surchargé ? Qui peut croire au respect des gestes barrières sur un chantier ? Protéger la population ou faire plaisir aux grands entrepreneurs ? Telle est peut-être la question.

Le gouvernement envoie au casse-pipe les plus précaires - surtout les femmes quand on sait qu'elles représentent 80 % des caissier·e·s,

87 % des personnels dans les EHPAD, 89 % chez les infirmier·e·s pour ne citer qu'elles - sans protections, sans possibilité d'éloignement suffisant dans bon nombre d'entreprises. L'injustice grimpe, les cadres étant en télétravail tandis que les cols gris vont prendre des risques au travail.



Le président de la république semble découvrir le caractère essentiel des services publics dans une telle période. Il nous prend pour des abruti·e·s! Encore faut-il définir l'essentiel pour chacun des services. Ainsi, comme l'écrivent nos camarades de SUD PTT : « *La direction de la poste réfléchit depuis ce week-end dans le cadre d'un scénario de confinement total. Pas du tout dans un schéma de service à rendre à la population, mais bien dans celui où il faut sauver les profits et les dividendes des actionnaires.* ».



Dans beaucoup de villes du pays de nombreux facteurs et factrices ont exercé leur droit de retrait (ce qui ne plaît pas aux directions locales, comme à celle de Croissy sur Seine qui a envoyé la police au centre de tri postal pour exhorter les salarié·e·s à reprendre le travail !). On peut en effet se demander avec eux si l'urgence est bien à la livraison de paires de baskets et de collections de DVD.

Pour toutes ces raisons nous demandons la fermeture de toutes les entreprises non essentielles à la gestion de la crise sanitaire et à la vie de la population. Pour toutes ces raisons, nous demandons également que

tous les salarié·e·s contraints de travailler et en premier lieu les personnels de santé et de la distribution alimentaire puissent être dotés de tous les équipements indispensables pour assurer leur sécurité.

Nous ne sommes pas en guerre, nous sommes en crise sanitaire et de simples décisions peuvent sauver des vies. Il n'y aura pas de « *en même temps* ». Stoppons toutes les activités économiques qui ne sont pas indispensables ou ne peuvent être effectuées en télétravail, le temps de cette crise. Revenons, comme le préconisait le président Macron, à l'essentiel.





TOUJOURS PLUS SOLIDAIRES

Dès le début des mesures de confinement, SOLIDAIRES a pris nationalement plusieurs initiatives en direction des plus démunies qui sont les premières victimes des périodes de crise sanitaire ou sociale.

Nous restons chez nous, or en ce moment même, des milliers de personnes n'ont pas de chez elles et sont confinées... dans la rue. SOLIDAIRES s'est adressé à la présidence de la république et à plusieurs ministres concernés : *« ...nous demandons à ce que le droit à l'hébergement et au logement, ainsi que le droit à des conditions matérielles de vie décentes respectant le principe de dignité de tous et toutes, soient appliqués de toute urgence...vous avez le pouvoir et le devoir de réquisitionner des espaces et d'ouvrir des lieux d'hébergement inconditionnels... d'ouvrir des dispositifs spécifiques dans le cas de la protection des mineurs isolés. »*

Dans un autre domaine rarement évoqué dans le flot actuel d'informations : les premiers cas de coronavirus apparaissent dans les Centres de Rétentions Administratives (Lille, Lesquin, Toulouse). Pour ces sans-papiers, la promiscuité engendrée par la surpopulation est particulièrement dangereuse. Il n'y a plus d'expulsions, les transports étant à l'arrêt, ils et elles ne doivent pas être condamnés à cet enfermement mortifère. Il faut fermer les centres de rétention administrative, libérer les détenu-e-s et leur proposer un hébergement

décent. SOLIDAIRES et de nombreuses associations antiracistes sont intervenues auprès du ministre de l'intérieur en ce sens.

La situation dans les prisons, déjà scandaleuse en temps normal, est catastrophique. Plusieurs organisations (le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature ou l'Observatoire international des prisons) demandent qu'on incarcère moins de personnes en détention provisoire ou pour de courtes peines, et que l'on libère plus rapidement les détenu-e-s condamné-e-s en fin de peine.

Localement, SOLIDAIRES a alerté la préfète sur l'attention toute particulière qui doit être portée à la situation des femmes victimes de violences conjugales qui risquent d'être encore plus fragilisées en raison du confinement. Nous avons insisté pour que soient données les consignes nécessaires aux différents services (police, justice, action sociale) afin de favoriser plus encore l'écoute et la prise en charge de ces femmes.

Enfin, de nombreuses personnes en situation précaire – dont beaucoup d'étudiant-e-s, mais aussi de femmes seules – qui travaillent en intérim se retrouvent sans ressources actuellement - car il n'y a plus de travail pour elles - mais doivent continuer à se nourrir et à se loger. Nous demandons qu'elles puissent bénéficier d'une allocation pour vivre dignement.



TOUJOURS UNITAIRES

Avec les organisations syndicales qui mènent la lutte depuis décembre contre la réforme des retraites nous avons demandé à la préfecture l'organisation d'une conférence téléphonique en rappelant que si nous prenons acte de la suspension de l'application de la réforme de l'assurance chômage et du projet de loi de contre réforme des retraites, nous exigeons toujours avec nos camarades de l'intersyndicale leur suppression pure et simple une fois le coronavirus éradiqué.

La préfecture a organisé cette conférence le 20 mars. SOLIDAIRES, CGT, FO et UNEF ont participé ainsi que le MEDEF et la CGPME. Notre intervention a porté sur les points évoqués dans ce bulletin mais surtout sur la revendication de sécurité au travail et sur la nécessité sanitaire de stopper les activités économiques sans rapport avec la crise sanitaire.

Les représentants des employeurs ont également fait remarquer que mettre en télétravail le personnel administratif et exiger la présence du personnel de terrain sur les chantiers et les services génère des problèmes de cohésion au sein de l'entreprise qui risquent de s'aggraver.

Nous avons également exprimé notre inquiétude sur un état d'urgence sanitaire qui se

concrétiserait par des mesures de casse accrue du code du travail visant notamment la durée hebdomadaire de travail ou les droits à congés. Alors que le gouvernement a déjà annoncé qu'il est prêt à débloquer 300 milliards pour aider les entreprises, toute réduction des droits des salarié·e·s serait inacceptable.

La prise de décisions par ordonnance nous inquiète quant à la remise en cause des libertés fondamentales et des droits sociaux une fois la crise sanitaire jugulée. Ce gouvernement a montré d'ailleurs qu'il était capable de conserver des mesures d'urgences en les intégrant à la loi générale. Le Syndicat des Avocats de France a par ailleurs exprimé ces mêmes inquiétudes par courrier à la ministre du travail.

Enfin, nous avons demandé que les représentant·e·s du personnel, souvent au premier plan pour recueillir l'anxiété, les demandes d'information, ou d'intervention des salarié·e·s, puissent bénéficier de moyens supplémentaires en heures de délégation comme le prévoit le code du travail en cas de situation exceptionnelle, mais également en autorisation de dérogation de déplacement afin de pouvoir exercer leur mandat, cela valant à notre sens pour les conseiller·e·s du salarié.



CONTRE LE CORONAVIRUS SOLIDARITÉ NATIONALE ET INTERNATIONALE

L'union sacrée a trop souvent été le mot d'ordre utilisé par la bourgeoisie pour faire supporter au peuple les pires catastrophes. La boucherie de la première guerre mondiale en est la triste illustration ! La lutte continue contre tout ce qui détruit nos existences.

Solidarité avec les victimes du coronavirus, solidarité avec toutes celles et ceux que ce

système attaque ; indéfectiblement. La lutte ne s'arrêtera pas avec la maladie. Nos combats pour un monde où la solidarité, la protection sociale et les services publics sont les meilleurs remparts contre les fléaux et l'injustice, ils sont plus que jamais légitimes.



Des liens / infos :

- <https://solidaires.org/Coronavirus-au-travail>
- <https://solidaires.org/Le-coronavirus-et-le-capitalisme-deux-epidemies-a-combattre-19573>
- [Crise du coronavirus : positions de l'Union syndicale Solidaires](#)
- Mise en place par SOLIDAIRES d'un numéro vert pour les salarié-es !! --> Disponible lors du prochain coronabulletin.
- [Pétition pour une nationalisation définitive de l'usine Luxfer Gerzat](#) : les ex-salariés de Luxfer demandent la nationalisation définitive de cette usine pour un redémarrage immédiat.
- [Compagnie Jolie Môme : coronavirus , on est là !](#)

En Auvergne, SOLIDAIRES c'est SUD PTT, SUD Santé/Sociaux, SUD Education, SUD Recherche EPST, SUD Travail Affaires Sociales, SUD Michelin, SUD eaux de Volvic, SUD Rail, Solidaires finances Publiques, Solidaires étudiant-es, SUD Justice, SUD Jeunesse et sports, SUD Collectivités Territoriales, SUD Crédit Agricole Mutuel, SUD Rural Equipement, Syndicat National des Journalistes, SUD Culture, SUD Autoroute, SUD T2C, SUD Informatique.

Pour nous joindre :

contact@solidaires-auvergne.org

Facebook et Twitter, [notre site](#), tel : 06 32 97 01 06